



17 septembre

Mobilisé·es dans la Fonction publique pour les salaires, l'emploi, les conditions de travail, l'avenir de nos missions

Après avoir été loué·es pour leur sens de l'intérêt général et leur efficacité durant le pic de la crise épidémique, les agent·es de la Fonction publique figurent parmi les grand·es oublié·es du plan de relance gouvernemental.

Dans la continuité de sa décision de maintenir le gel de la valeur du point d'indice, le gouvernement confirme ainsi sa volonté de poursuivre la mise en œuvre des mêmes politiques régressives déjà en cours avant le confinement.

Or, pour nos organisations, la crise sanitaire, économique et sociale appelle des changements radicaux.

Il faut une rupture profonde en matière salariale. Dans le public comme dans le privé, le travail doit être reconnu à la hauteur de sa valeur, des richesses qu'il crée, des services rendus pour l'intérêt général. Avec plus de 17 % de perte de pouvoir d'achat de la valeur du point d'indice depuis 2000, après une décennie quasi-ininterrompue de gel, la situation n'est plus tolérable. Avec les personnels, nos organisations exigent des mesures fortes et générales d'augmentation des salaires et un plan de rattrapage des pertes accumulées. Elles exigent aussi l'égalité salariale entre les femmes et les hommes et la reconnaissance des métiers à prédominance féminine.

Il faut un changement radical en matière d'emploi. La crise qui plonge dans le chômage des centaines de milliers de nos concitoyen·nes, et qui frappe d'abord les précaires et en particulier les jeunes, illustre une nouvelle fois combien il est dangereux et rétrograde de favoriser la précarité de l'emploi. C'est pourtant précisément ce à quoi s'emploie le gouvernement qui, avec la loi de *Transformation de la Fonction publique* dont nous demandons toujours l'abrogation, ouvre grandes les vannes du recrutement contractuel et de la précarité. Notre pays, ses habitant·es, ont besoin de stabilité, de sécurité de l'emploi, de capacité à se projeter vers l'avenir dans la sérénité. La précarité n'est pas une solution d'avenir mais un fléau à combattre! Nos organisations exigent les créations d'emplois nécessaires afin d'assurer le bon exercice des missions.

La situation épidémique appelle des politiques cohérentes et des moyens à la hauteur. Il est absurde et dange-

reux de maintenir le jour de carence dans la Fonction publique, au risque de pousser des agent·es ayant des symptômes à continuer de venir travailler pour ne pas perdre d'argent. Il est inacceptable que les coûts personnels du télétravail et les frais d'entretien des équipements de protection ne fassent pas l'objet de mesures compensatoires pour tous les agents concernés. Il est inconcevable que l'imputabilité professionnelle de la Covid19 ne soit toujours pas reconnue pour les agent·es tombé·es malades alors qu'elles et ils sont à leur poste de travail. Le contexte sanitaire appelle enfin l'arrêt du processus de suppression des CHSCT et le respect plein et entier des libertés syndicales et des prérogatives des représentantes et représentants des personnels.

Face à la crise écologique, les services publics sont une réponse, que ce soit pour la définition de politiques publiques priorisant le respect de l'environnement, pour le contrôle du respect des normes environnementales, pour une recherche publique qui permette de progresser dans la connaissance de l'ensemble de ces phénomènes et de définir des solutions, pour l'éducation aux enjeux environnementaux ou encore pour la formation aux métiers qui permettront d'assurer la transition de notre modèle économique.

Il faut enfin rompre avec les politiques d'austérité qui coupent dans les budgets publics au bénéfice des grandes entreprises et de leurs actionnaires. Un avenir de progrès passe par un renforcement des protections collectives et des services publics.

Pour toutes ces raisons, et plus globalement pour l'expression des revendications, nos organisations appellent les agents de la Fonction publique à participer à la journée unitaire d'action interprofessionnelle du 17 septembre et à se réunir pour décider des formes à lui donner: grève, rassemblements, manifestations, etc.

Paris, le 8 septembre 2020